



Silence ou...

La répression en marche



- **De nouvelles charges contre les manifestants interpellés pas à écarter**

Mouvement Rann Nou Later

Gaëtan Aurokium :
« Nous exigeons respect et restitution de nos terres »



Dr Arvin Boolell,
leader de l'Opposition

« **Qui sont les bénéficiaires ultimes du terrain à Réduit Triangle ?** »

Un jeune employé électrocuté

Une négligence professionnelle du CEB lui brise la vie

Mobile ID et internet gratuit aux jeunes de 18 à 25 ans

Pazhany Rangasamy :
« Un possible outrage à la Cour »

Choc des Titans



Manchester United affronte Liverpool dans un derby épique de Premier League

Téléchargez

votre copie gratuite tous les dimanches

<https://www.sundaytimesmauritus.com/news/>





BioloMix



New Generation Cooking,
Hot & Cold Functions,
Stewing, Braising,
Steaming, Blending
Dry & Wet Grinding,
Smoothie, Porridge,
Hot Soup, Ice Crushing
and many more.

300°C

Resistance to cold
and heat shock

Five Layers
Composite Cup

Health
Thickened
Borosilicate
Glass



1250ML
Hot Drink



1500ML
Cold Drink

- ① Trace element layer
- ② Antioxidant ion layer
- ③ Nanoglobulin layer
- ④ Water molecule activated layer
- ⑤ Harden tempered layer



Represented by

MULTI HOUSEWARE Co. Ltd

1st Floor - Madeleine House 54, SSR street, Port-Louis.

Tel: 216 0602 / 5 922 3392 / 5 784 4488

Mobile ID et internet gratuit aux jeunes de 18 à 25 ans Pazhany Rangasamy : « Un possible outrage à la Cour »

Le ministre des TICs et de l'Innovation, Deepak Benydin, a lancé jeudi, la 'Mobile ID' et l'application MWA alors que le Premier ministre a, lui, lancé l'internet gratuit aux jeunes de 18 à 25 ans hier, samedi 31 août. Une démarche qui n'est pas vue d'un bon œil par beaucoup de Mauriciens, surtout après la controverse concernant la sauvegarde et la possibilité de violation de nos données biométriques. D'autant plus qu'avec l'internet gratuit proposé aux jeunes de 18 à 25 ans, ces derniers seront appelés à enregistrer des SIM Cards en leur nom personnel. Un exercice qui soulève déjà une polémique depuis que le gouvernement est venu avec la décision de réenregistrer les SIM Cards de tous les abonnés. D'ailleurs, une plainte constitutionnelle a été logée en Cour par l'avoué Pazhany Rangasamy pour contester les règlements de cette

mesure gouvernementale. Et depuis, la Cour a ordonné le statu quo concernant le réenregistrement des cartes SIM en attendant le jugement.

Réagissant au lancement de la 'Mobile ID' et l'entrée en vigueur de l'internet gratuit aux jeunes de 18 à 25 ans, l'avoué Pazhany Rangasamy se dit choqué par cette action gouvernementale. « *La démarche du gouvernement de venir avec cette nouvelle carte d'identité, malgré le fait qu'elle ne serait pas utilisée pour les prochaines élections, prouve qu'il y a une stratégie ciblée. Les jeunes de 18 à 25 ans sont aussi ciblés. Il ne faut pas oublier que j'ai logé une affaire en cour contre le réenregistrement des SIM Cards et qu'elle est toujours pending devant la Cour. Elle sera de nouveau appelée le 30 septembre prochain. Or, à travers l'internet gratuit aux jeunes de 18 à 25 ans, on les forcera à réenregistrer leurs SIM Cards pour pouvoir en bénéficier gratuitement. Je crois que le gouvernement a fait un outrage à la Cour, en allant à l'encontre du jugement de statu quo que la Cheffe-juge a rendu dans cette affaire* », dit-il.

Afrobarometer Peu de Mauriciens font confiance à la police

Une enquête récente d'Afrobarometer montre une baisse de confiance des Mauriciens dans la justice et la police. Alors que 56 % des citoyens font «quelque peu» ou «beaucoup» confiance aux tribunaux, plus de la moitié, soit 47%, exprime peu ou pas de confiance envers la police. En effet, 37% font peu confiance à la police alors que 10% ne font pas du tout confiance à la police.

Ces résultats soulignent l'importance de restaurer la confiance du public pour garantir une justice équitable et protéger les citoyens de manière efficace et transparente. L'enquête a été menée par StraConsult auprès de 1 200 adultes.

Le récent cas de recours injustifié et excessif de la force policière contre des membres du mouvement « Rane Nou Later » lors d'une manifestation pacifique a relancé le débat national sur les brutalités policières, soutient l'étude d'Afrobarometer.

EDITO



Par Zahirah RADHA
Redactrice-en-chef

Les différentes communautés qui composent la nation mauricienne sont aujourd'hui ahuries, choquées, voire blessées dans

leur âme et croyances. Elles assistent, le cœur brisé, à la politique divisionniste et répressive du gouvernement en place. Elles sont confrontées à une dure et triste réalité : en dépit des belles prétentions et promesses de Pravind Jugnauth et de son gouvernement, il n'y a qu'une seule religion et communauté que ce dernier a à cœur : le Chatwaïsme. Les autres, le Premier ministre s'en moque royalement, surtout si les représentants de ces communautés ou des socioculturelles qui ne sont pas à la solde du régime en place osent élever la voix pour protester contre des injustices. Plus que de s'en moquer, son gouvernement va jusqu'à leur nuire à travers une politique répressive.

Le Maulana Shameem Khodadin en a fait les frais lorsqu'il a été convoqué injustement et arbitrairement par la *Jumma Mosque* la semaine dernière après ses interpellations publiques sur le don saoudien promis aux mosquées. Il était question, à un moment donné, d'actions disciplinaires contre lui. Et ce, après qu'il y ait eu des interventions en haut lieu. D'ailleurs, le prêtre religieux, qui jouit d'une excellente réputation et qui a eu un parcours sans faille durant ses 28 ans de carrière, a eu raison de poser la question suivante : « *Ki lien ena entre Jumma Mosque*

Chatwaïsme : seule communauté qui compte pour le MSM

et Sun Trust ? ». Une question à laquelle on souhaiterait bien avoir une réponse, dans un esprit de transparence et de redevabilité, conformément aux principes islamiques.

Et d'ailleurs, la communauté musulmane attend aussi des explications claires et précises de la part du gouvernement sur ce don saoudien et sur ses tentatives d'en faire bénéficier des 'religious bodies' au lieu des mosquées comme initialement prévu. Faut-il être sorcier pour comprendre que le gouvernement souhaite détourner ce don de son usage initial pour que des associations à sa solde en jouissent également afin qu'il puisse en tirer un capital politique ? D'ailleurs, nous en avons déjà fait état dans notre édition du 4 février 2024 (<https://sundaytimesmauritius.com/don-saoudien-de-rs-240-millions-a-quand-un-decaissement-pour-aider-les-mosquees-inondees-par-les-recentes-averses/>). Ce qui n'a pas été contesté par les autorités jusqu'ici. Plus qu'une manœuvre grossière, cette démarche gouvernementale ne peut être qu'une insulte à la communauté musulmane.

Après la convocation outrageuse du Maulana Khodadin, ce sont des représentants du Mouvement Rann Nou Later de la communauté tamoule qui ont été embarqués avec une violence inouïe et inacceptable par des policiers zélés qui ont clairement bradé leur âme et conscience au gouvernement MSM de Pravind Jugnauth. Depuis quand manifester pacifiquement pour ses droits, en conformité avec la 'Public Gathering Act' est-il synonyme de « *rogue and vagabond* » ? Depuis quand s'adresser à la presse est-il devenu un délit sous le code pénal ? Clairement, le gouvernement

a dépassé toutes les bornes, non seulement en menant une politique d'exclusion envers cette communauté, mais aussi en violant les droits constitutionnels et humains de ses représentants qui ne réclament que leur dû.

La population a été tout aussi indignée par la démarche du Père Jocelyn Grégoire. Ce dernier qui ne fait son apparition qu'à l'approche des élections générales pour imposer ses candidats avec un objectif clairement précis et égoïste, vise clairement à montrer son soutien au gouvernement en place lors du concert qu'il prévoit prochainement. L'Église Catholique s'est, à juste titre, dissociée de cette démarche en reconnaissant la désapprobation des Mauriciens. Ce qui peut être perçue comme une giflette, certes indirecte, mais bel et bien résonnante au gouvernement. Faut-il aussi souligner le malaise causé au sein des Sino-Mauriciens après que l'hôpital Dr Bruno Cheong ait été réduit à une « *coquille vide* », pour reprendre les termes de l'épouse du défunt médecin, au profit du nouvel hôpital baptisé SAJ dans un élan purement personnel et politique ?

La tension qui règne actuellement dans le pays est palpable. Le principal responsable : le gouvernement MSM de Pravind Jugnauth. Le Chatwaïsme a pris le dessus. Comme dirait Kaya, « *mo pep to racine pe brilé* ».

Incidents à Côte d'Or vendredi dernier

De nouvelles charges pas à écarter

• Y a-t-il une politique répressive en cours ?

Ce sont des images qui ont choqué toute la nation. Une bande de policiers embarquant avec force le Prof. Rajen Narsinghen mardi dernier à Côte d'Or. Ce Lecturer en droit se trouvait sur place pour apporter son soutien au « *Mouvement Rann Nou Later* » qui manifestait pacifiquement. Sauf que l'événement a pris une tournure inattendue lorsque des policiers ont interpellé plusieurs membres, dont Devarajen Kanaksabee, Kissen Gangadoo, et Vela Gounden. Rajen Narsinghen s'adressait à la presse pour protester contre cette opération musclée de la police lorsque des policiers en civil, affectés à CID de Moka, se sont rués vers lui en lançant sur un ton démesuré : « *pas vine faire meeting ici* ».

En quelques secondes, il a été embarqué de force à bord d'une fourgonnette qui a pris la direction du poste de police de Saint-Pierre. Un excès de zèle qui en a choqué plus d'un. Comment la police a-t-elle pu agir de la sorte ? D'ailleurs, d'autres policiers qui se trouvaient sur place étaient visiblement embarrassés, préférant ne pas se mêler à cette affaire. « *Couma ou croire dimoune pou respect nous lors simin ? Ou imagine ou, ene dimoune pe faire déclaration la presse, ou saute lors li pou dire li pas faire meeting. Ki coumsa ene policier nepli conner ki appel meeting aster ?* », se demande un inspecteur qui se trouvait sur les lieux mais qui tient à garder l'anonymat pour des raisons évidentes.



Blessé, Rajen Narsinghen a été transporté à la clinique où il a été admis après des soins, tandis que Devarajen Kanaksabee, Kissen Gangadoo, et Vela Gounden ont été interrogés pour soupçon de '*Rogue and Vagabond*'. Ils ont toutefois été autorisés à partir après une heure. Par contre, la police a procédé, jeudi matin, à l'arrestation de Viralen Sooben, qui se trouvait également en compagnie des manifestants à Côte d'Or. Après avoir été interrogé, il a été traduit en cour de Moka sous une charge provisoire d'*Assaulting a Public Official*'. Il a retrouvé la liberté conditionnelle après avoir fourni une caution de Rs 8 000 et signé une reconnaissance de dette de Rs 30 000.

Silence ou...

La répression en marche

La récente intervention de certains policiers à Côte d'Or a mis en lumière des accusations graves d'abus de pouvoir et de brutalité policière lors d'une manifestation pacifique organisée par le mouvement 'Rann Nou la Terre'. Cet incident, qui s'est produit pendant la remise des titres de propriété à des entités culturelles, dont le *Mauritius Tamil Cultural Centre Trust*, par le Premier ministre, a conduit à l'interpellation violente de plusieurs manifestants. Une vague de critiques sur les réseaux sociaux, notamment dans les interactions et commentaires des directs de cet incident, a soulevé des préoccupations sur le respect des droits de l'homme et des libertés civiles à Maurice.

Kushal Lobine, avocat, nous explique que la loi sur '*rogue and vagabond*' vise à protéger la société contre les comportements perturbateurs qui menacent la tranquillité publique. Elle englobe non seulement les actions qui causent des troubles physiques, mais aussi les paroles qui peuvent créer un sentiment de peur ou de violence. D'un autre côté, la '*Public Gathering Act*' garantit le droit à la liberté d'expression et de rassemblement, éléments essentiels d'une société démocratique.

Rajen Narsinghen, présent à la manifestation en qualité de conseiller juridique du mouvement et avocat des droits de l'homme, a lui aussi été arrêté de manière violente et arbitraire par la police. Kushal Lobine, rappelle que ce dernier répondait aux questions des journalistes présents lorsque les forces de l'ordre l'ont brusquement interrompu et malmené. « *Nu pa bizin ene avocat pu nu trouver a auken moment pena auken offense de rogue and vagabond ki finn crée la* », dit-il. Il

Depuis mercredi dernier, cette enquête a été transférée à une autre unité de la CID de l'Est pour éviter tout conflit, car ce sont des membres de la CID de Moka qui avaient procédé aux interpellations. Selon nos informations, les enquêteurs tenteraient d'identifier d'autres délits possibles qu'auraient commis les manifestants ce jour-là. Il n'est pas à écarter que Devarajen Kanaksabee, Kissen Gangadoo, Vela Gounden et Rajen Narsinghen soient de nouveau convoqués par la police dans les jours à venir.

Un membre de la CID à un journaliste :
« *Taler to passe la dans toi aussi* »

En plein direct, les commentaires d'un officier de la CID de Moka ne sont pas passés inaperçus. Il a menacé d'embarquer un journaliste qui couvrirait cet événement, comme l'ont été les manifestants. Ce policier n'est pas inconnu, son nom étant cité dans l'affidavit explosif de Vishal Shibchurn sur le meurtre de Soopramanien Kistnen. Shibchurn le présente comme celui qui aurait fait un appel vidéo à Yogida Sawmynaden pour qu'il puisse lui parler. Des instances internationales du journalisme ont été informées de cette affaire.



souligne que dans une démocratie, répondre aux questions de la presse ne devrait jamais être considéré comme un crime. Cela nous amène à nous interroger : est-ce qu'un simple échange avec des journalistes peut être interprété comme une offense ?

Pour mettre en lumière la gravité de la situation, Kushal Lobine cite les propos du Dr Navin Ramgoolam, qui a rendu visite à Me Narsinghen à la clinique Wellkin après l'incident : « *Nous ne sommes pas dans une démocratie, mais dans une autocratie où la liberté d'expression est bafouée* ». Ce qui contraste singulièrement



et légale », affirme-t-elle.

Pour Lovena Sowkhee, une explication plus cohérente de la part du ministre de la Culture et des Arts aurait été nécessaire pour comprendre pourquoi cette manifestation

pacifique, impliquant si peu de personnes, poserait un problème aux 3 000 personnes qui adhèrent aux politiques du gouvernement. Selon elle, ces affaires seront probablement rejetées par la Cour, car elles ne relèvent pas réellement de cas de « *rogue and vagabond* ». Cependant, quelles sont les conséquences pour les personnes accusées entre-temps ? « *Admis en clinique et placé sous surveillance, il (ndlr : Rajen Narsinghen) doit désormais obtenir une autorisation de la Cour chaque fois qu'il souhaite voyager. Le traumatisme vécu par ces personnes ne touche pas seulement ceux qui sont directement concernés, mais envoie également un message fort à l'ensemble de la population* », avance-t-elle.

Où est le Commissaire de police ?

Lovena Sowkhee ajoute que si quelqu'un élève la voix pour dénoncer avec vigueur les abus ou exprimer son désaccord face à la manière dont le pays est gouverné, surtout à l'approche des élections, il risque d'être réduit au silence. « *Cela crée une atmosphère de peur, décourageant ainsi les citoyens à manifester leur mécontentement et à défendre leurs droits* ». Lovena Sowkhee s'interroge aussi sur le silence du Commissaire de police, qui semble oublier que son poste est de nature constitutionnelle, exigeant de lui qu'il agisse en toute indépendance. À la tête de la force policière, il est crucial de faire preuve d'indépendance et d'une intégrité sans faille, et il est inconcevable que des décisions soient prises dans le but de satisfaire certains intérêts personnels au détriment de la justice et de la sécurité publique, rappelle l'avocate. Sous ce gouvernement, la police semble avoir adopté une posture dominatrice, montrant une incapacité à gérer la sécurité nationale de manière équitable. Au lieu de servir fidèlement l'ensemble de la population, elle paraît plutôt orientée vers la protection de certains individus, laissant planer un doute sur son impartialité.

L'incident survenu à Côte-d'Or soulève de sérieuses questions sur la manière dont les forces de l'ordre utilisent leur pouvoir pour gérer les manifestations pacifiques. La devise de la police, « *Loyally we serve* », souligne que le rôle de la police est de protéger les citoyens mauriciens, et non d'obéir aveuglément aux ordres de ceux qui nous gouvernent.

avec ce que le Premier ministre prétend sur la liberté d'expression. En juillet dernier, alors qu'il visitait des chantiers d'infrastructure routière : « *Mo trouve dimounn pe dire pena liberté d'expression dan sa pei-la. Mo pa kone dan ki pei nou pe viv zordi. Zot-la, eski kikenn kapav dir mwa pena liberte d'expression ? [...] Kot ena oppression, ou trouv nou pe fer oppression ?* » Kushal Lobine rappelle que la liberté d'expression est garantie par le chapitre 2 de la Constitution de Maurice, qui protège les droits fondamentaux de chaque citoyen, et que toute action qui porterait atteinte à ces libertés pourrait ternir l'image du pays, surtout à l'approche des élections.

L'avocat dénonce une politique de terreur qui aurait commencé depuis un certain temps à Maurice, caractérisée par des abus de pouvoir et des actions arbitraires. Selon lui, la police, qui est censée servir le public, semble parfois agir pour satisfaire des intérêts particuliers. L'expression « l'ordre vin depi la-haut » devient alors une réalité courante, suggérant que certaines actions policières seraient influencées par des directives venues d'en haut.

Kushal Lobine appelle les instances indépendantes, telles que l'*Independent Police Complaints Commission* (IPCC), à mener une enquête objective sur ces pratiques. Il insiste sur la nécessité d'un rôle actif de ces institutions pour garantir que les droits fondamentaux des citoyens soient respectés et protégés.

Lovena Sowkhee : « Cela crée une atmosphère de peur »

Suite à l'incident survenu à Côte d'Or, le ministre des Arts et du Patrimoine Culturel, Avinash Teeluck, a argué, sur les ondes d'une radio privée, que l'intervention policière était liée aux préoccupations concernant la sécurité des 3000 personnes présentes à la cérémonie. Cependant, l'avocate Lovena Sowkhee ne partage pas ce point de vue, soulignant que celui-ci n'a pas apporté de justifications claires pour disperser les manifestants. « *On ne peut pas simplement décider de disperser une manifestation pacifique, qu'elle soit légale ou non. Il existe des procédures à suivre, et ce que nous avons vu à Côte d'Or ne correspond pas à ces normes. Ce qui est évident ici, c'est qu'il s'agissait d'une manifestation pacifique*

Mouvement Rann Nou Later

Gaëtan Aurokium :

« Nous exigeons respect et restitution de nos terres »

Gaëtan Aurokium, de l'IMCA, exprime sa frustration face au manque de respect envers les manifestants du mouvement 'Rann Nu Later', qui réclament la restitution de terres aux descendants de la communauté tamoule. Il appelle le gouvernement



à écouter leurs demandes et à respecter leurs manifestations pacifiques. « *Les manifestations du mouvement 'Rann Nu Later', qui réclament la restitution de terres aux descendants de la communauté tamoule, ne sont pas simplement des actes de protestation. Elles sont des expressions profondément enracinées de douleur et d'injustice* », a-t-il déclaré.

Pour les membres du mouvement, la terre n'est pas juste une question de propriété. Elle représente un lien sacré avec leurs ancêtres, un symbole de reconnaissance et de respect, accordé autrefois par des figures politiques telles que Paul Béranger et feu Sir Anerood Jugnauth. Gaëtan Aurokium souligne que ces terres avaient été attribuées à la communauté tamoule comme un geste de gratitude et de reconnaissance, un héritage que leurs enfants espèrent préserver.

Les manifestations continueront, affirme-t-il, mais toujours dans l'ordre et le respect. « *Nous irons de l'avant avec plusieurs manifestations* » a-t-il dit, ajoutant que ces actions visent à alerter le gouvernement sur la nécessité de traiter les revendications du mouvement avec sérieux. Les membres du mouvement, qui incluent des personnes âgées et des retraités, ne se battent pas seulement pour eux-mêmes, mais pour l'avenir de leurs enfants et de leurs petits-enfants.

« *Nous réfléchissons à la marche à suivre, mais la lutte continuera* », a assuré Gaëtan Aurokium avec une détermination inébranlable. Pour lui, l'utilisation de la police comme un moyen de pression par le gouvernement est une tentative de déstabilisation, mais il reste convaincu que la justice et la vérité triompheront. « *Ce n'est pas seulement une bataille pour des terres, mais pour le respect, la dignité et les droits de toute une communauté* », a-t-il conclu.

Les négociations avancent entre le PTr-MMM-ND et ReA

Lors de leur quatrième rencontre à Riverwalk vendredi 30 août, les leaders des trois partis politiques, à savoir le Parti Travailleurs (PTr), le Mouvement Militant Mauricien (MMM) et Rezistans ek Alternativ (ReA), ont montré des signes de progrès significatifs dans leurs négociations, notamment en commençant à discuter d'un programme commun. Les discussions révélèrent une volonté partagée de voir un changement radical, suite aux multiples « lignes rouges » qui auraient été franchies sous l'actuelle administration.

Ashok Subron, porte-parole de ReA, a fermement critiqué les pratiques actuelles du gouvernement, en dénonçant les arrestations arbitraires et l'usage excessif de la force contre ceux qui osent s'exprimer. « *Les Mauriciens ne veulent pas vivre sous un gouvernement qui utilise la peur pour contrôler* », a-t-il affirmé, avant d'ajouter : « *Morisien pa kontan dominnaire ek ni otokrasi. Ek tou gouvernman kinn deside elimin zot l'opozan, finn trouv zot gagn bater swa zour eleksion, swa dan enn soulèvman de lepep.* »

Vers un changement de fond

Les leaders des trois partis souhaitent voir des transformations profondes, non seulement au niveau de l'administration du pays, mais aussi au niveau des droits économiques, sociaux et culturels des Mauriciens. Ils appellent à une reconnaissance pleine et entière du



concept de « Mauricianisme », et à une réforme du système électoral pour garantir un processus plus transparent. Parmi les propositions discutées figurent le droit à l'éducation, à la santé et au logement pour tous, tout en veillant à ce que ces droits ne soient pas utilisés comme des cadeaux électoraux.

Les discussions ont également abordé la répartition des tickets et des sièges au sein de l'alliance, avec un accord potentiel pour présenter trois candidats lors des prochaines élections générales. Les partis ont exprimé leur souhait de voir une représentation équilibrée entre les zones urbaines et rurales, respectant les principes d'une alliance équitable.

Ashok Subron a lancé un appel à tous les Mauriciens pour qu'ils réfléchissent sérieusement aux enjeux des prochaines élections générales. Il a déclaré : « *Nous sommes à un moment crucial des négociations* », soulignant la maturité croissante du peuple mauricien face aux abus de pouvoir et aux pratiques de « zet cash » pendant les campagnes électorales. Il a insisté sur le fait que les prochaines élections sont une chance pour le peuple de se faire entendre et de dire non aux abus de pouvoir, et a encouragé les citoyens à participer activement, non seulement par le vote, mais aussi par des actions pacifiques pour défendre leurs droits.

École primaire Jean Le Brun

Nouvelle plainte contre Miss Parasol au ministère de l'Éducation

Elle ne finit pas de faire parler d'elle ces dernières semaines. Cette enseignante désormais connue sous le nom de Miss Parasol fait l'objet d'une nouvelle plainte au ministère de l'Éducation depuis mercredi dernier. Plusieurs parents ont adressé une lettre dénonçant son attitude envers les élèves, ainsi que leurs parents. Depuis quelque temps déjà, elle n'est plus autorisée à enseigner dans sa classe initiale de Grade 2, après qu'une plainte ait été logée contre elle à la police.

Elle s'est néanmoins permise récemment de s'approcher des élèves de cette classe pour leur remettre des formulaires, en guise de pétition, pour que leurs parents les signent afin qu'elle puisse retrouver sa classe. Si certains ont accepté de signer le document en question, d'autres

parents sont très remontés contre son comportement. « *Ki role responsable l'école dans sa z'affaire la, couma ene dimoune ki ena case contre li la police, li pe capave gagne access avec sa banne zenfants la, et surtout ki ministère l'Éducation pe faire ?* », se demandent les parents.

Dans la correspondance adressée au ministère de l'Éducation, les parents ont annexé des bandes-sonores où l'enseignante peut être entendue en train de demander aux parents de plaider en sa faveur pour qu'elle puisse retourner dans sa salle de classe. Ce qui est hors de question, clament des parents. Le ministère de l'Éducation a aussi été informé d'une vidéo en circulation sur les réseaux sociaux concernant un élève de la classe qui a été filmé à son insu par Miss Parasol. L'enfant aurait été forcé à affirmer, sous pression, que ce sont ses grands-parents qui l'auraient forcé à témoigner contre elle.

Parents et élèves disent vivre dans la

crainte depuis que l'enseignante s'est permise de s'approcher de la classe, en dépit de la plainte logée contre elle. Ils se demandent si elle ne bénéficierait pas de protection politique, car jusqu'ici, aucune action ou sanction n'a été prise contre elle. « *Nous reste pose nous même question, eski vraitement li ena protection politique, li reste dire so Chacha Advisor avec vice-Premier ministre, et pas capave touche li, nous poze question, eski vrai sa ?* », se demandent les parents.

Ces derniers n'ont qu'un souhait. Que l'enseignante ne s'approche plus de leurs enfants. Ils lancent un appel au ministère de l'Éducation pour qu'il agisse rapidement. « *Nous zenfants pe vivre dans ene traumatisme, ena pe bizin faire traitement avec psychologue, ena gramatin couma levé pe plorer, nous pe stresers ensam avec zotte* », explique le père d'un élève. Il affirme qu'il ne restera pas les bras croisés. Les parents comptent prochainement solliciter une rencontre avec la ministre de l'Éducation pour aborder cette affaire.

UP

Fermeté et indépendance de différentes communautés religieuses



Différentes communautés, associations et prêtres religieux de l'île affirment avec force leur indépendance face au gouvernement. L'Église catholique, à travers l'évêché de Port-Louis, réaffirme sa neutralité en s'opposant à toute association politique après la polémique concernant le Père Jocelyn Grégoire. Le Maulana Khodadin, quant à lui, refuse de céder aux pressions lorsqu'il interroge les autorités sur des sujets touchant la communauté musulmane, dont la donation saoudienne aux mosquées. Parallèlement, la communauté tamoule, via le Mouvement Rann Nou Later, lutte pacifiquement mais résolument pour la restitution du terrain alloué au Mauritius Tamil Cultural Centre Trust à Réduit. Ces communautés, prêtres et associations religieuses démontrent ainsi qu'ils sont prêts à défendre des causes justes avec détermination.

DOWN

MPF à Côte d'Or



L'intervention policière lors de la manifestation du mouvement 'Rann Nou Later', aboutissant à l'embarquement de force de Rajen Narsinghen

et d'autres manifestants, soulève des interrogations légitimes sur la légalité des actions de la police. Sans avoir été officiellement arrêtés, ils ont été emmenés sans mandat d'arrêt ni avertissement préalable, ce qui semble contrevenir aux procédures légales établies. Par ailleurs, la surveillance policière exercée sur Rajen Narsinghen durant son hospitalisation apparaît comme une potentielle violation de ses droits, d'autant plus qu'il n'était pas en état d'arrestation. Cette situation, caractérisée par un usage disproportionné de la force et un excès de zèle, soulève des questions quant au respect de l'état de droit et à la protection des droits fondamentaux des citoyens.

Dans les coulisses

MSM : Tension palpable au no. 10

La situation est tendue entre certains colistiers du MSM au numéro 10. L'un d'eux, un ministre dont la réputation pour son caractère difficile n'est plus à faire, semble s'acharner à évincer un nouveau venu. Les tensions sont si vives que le nom de ce dernier, pourtant candidat à la prétendue partielle, ne figurait même pas sur les affiches d'un événement officiel du comité régional à Camp de Masque. Par ailleurs, une forte délégation menée, paraît-il, par l'ancien président du conseil de district, aurait récemment alerté le Premier ministre sur ce climat délétère. Les conflits internes continuent également de s'exprimer de manière indirecte sur les réseaux sociaux, où des critiques voilées viennent alimenter les divisions.

C'EST ÉCRIT

En 2020, quand dans un élan national, on a renommé l'hôpital de Flacq Dr Bruno Cheong Hospital, nous la famille Cheong avons gracieusement accepté cet hommage bien que nous n'ayons fait aucune requête en ce sens, il faut le souligner. Mais aujourd'hui en août 2024, cet hôpital n'est plus en opération et nous ne pouvons pas accepter que le nom de Dr Bruno Cheong soit affiché sur une « coquille vide ». Si tel est le cas, je demande tout simplement qu'on enlève l'enseigne de ce bâtiment passablement vétuste dont le sort demeure incertain. Ce n'est pas un honneur d'avoir son patronyme affiché sur un hôpital qui tombe en désuétude ! Par ailleurs, s'il est vrai, comme on l'a dit alors, que c'était en reconnaissance à la personne, à son professionnalisme comme médecin que l'on a nommé l'hôpital après lui, le bon sens voudrait que cette reconnaissance demeure d'une façon ou d'une autre et surtout dans la dignité.



Sandra Cheong
Épouse de feu Dr Bruno Cheong
Le Mauricien
Mercredi 28 août 2024

A ÉTÉ DIT



« Au moment où Rajen Narsinghen a été interpellé, il parlait à la presse. Les policiers qui l'interpellaient étaient en civil. [...] Que vous soyez avocat, journaliste ou Associate professor, peu importe qui vous êtes, vous n'avez pas le droit de parler contre ce gouvernement. Une ligne rouge a été franchie en matière de répression policière. »

Mahend Gungapersad
Radio Plus
Mercredi 28 août 2024



Nous sommes votre porte-parole
24h sur 24.

Faites nous parvenir vos infos, photos, vidéos ou doléances.

Elles seront traitées en toute confidentialité et seront publiées dans le journal ou sur notre site web.

Whatsapp Info

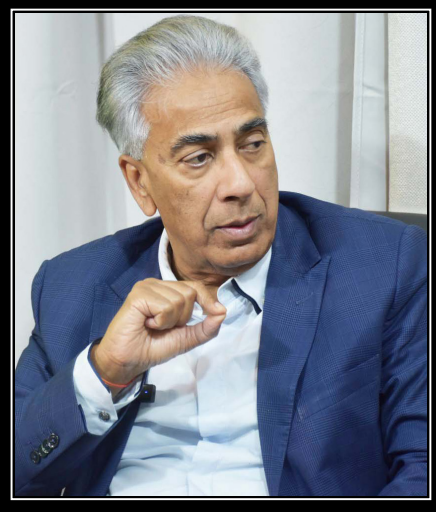
5 255 3635



SUNDAY
TIMES

Dr Arvin Boolell, leader de l'Opposition

« Qui sont les bénéficiaires ultimes du terrain à Réduit Triangle ? »



Q : L'interpellation musclée des manifestants pacifiques, y compris Rajen Narsinghen, à Côte d'Or mardi a choqué tout le monde. Y a-t-il eu abus de la police, selon vous ?

Les instructions venaient d'en haut. Le gouvernement a utilisé une force musclée et menaçante contre eux. De par son caractère et sa profession, Rajen Narsinghen a une culture de retenue et il agit toujours selon les paramètres de la loi. Nos amis de la communauté tamoule ont protesté à juste titre puisque le terrain initialement alloué pour la construction de leur centre culturel tamoul a été repris au profit d'un développement foncier. D'ailleurs, on ne peut pas, lors d'une manifestation, empêcher les manifestants de revendiquer leurs droits. Des policiers, qui ont une certaine proximité avec le MSM et que je connais très bien, ont agi avec force parce qu'il y a eu une réaction verbale de la part des manifestants. Ils en ont profité pour agir d'une façon brutale véhémement qui n'avait pas sa raison d'être.

Q : Et ce n'est pas tout, semble-t-il...

Ce n'est pas tout. Les manifestants interpellés ont été conduits à Quartier-Militaire où je me suis moi-même rendu en compagnie de Veda Baloomoody et de Rouben Moorongapillay. De là, Rajen Narsinghen a été conduit à la Mediclinic avant d'être emmené au poste de police de Saint-Pierre. Et là, certains policiers n'ont pas voulu que ce dernier subisse un examen médical. J'ai dû faire un plaidoyer pour qu'il obtienne le feu vert, d'autant qu'il souffrait de douleurs atroces après avoir reçu des coups. Je tiens

Le leader de l'Opposition, le Dr Arvin Boolell, était l'invité de notre émission Tête-à-tête jeudi soir. Une émission que vous pouvez retrouver en intégralité sur nos plateformes digitales. Nous reproduisons ci-dessous quelques brefs extraits de cet entretien réalisé par Zahirah RADHA...

d'ailleurs à féliciter les manifestants pour leur endurance et leur persévérance. Ils ont le soutien de toute l'île Maurice. Je rappelle qu'il y a eu des marches pacifiques contre la mainmise de l'État sur les terrains alloués aux organisations socioculturelles.

La question a aussi été soulevée au Parlement par l'ancien leader de l'Opposition, Xavier Duval. Pour ma part, outre la PNQ que j'avais adressée sur les facilités accordées au contracteur Vinash Gopee à Ébène, j'avais aussi soulevé une question sur les terrains au Réduit Triangle. Il faut se demander qui seront les bénéficiaires ultimes lorsque Royal Green sera agrandi. L'Acting Prime Minister d'alors, Steve Obeegadoo, avait évité de répondre à la question, mais nous savons que c'est le contracteur Gopee qui en profitera.

Q : Comment qualifiez-vous l'attitude contradictoire du Premier ministre qui, d'une part, dit promouvoir les cultures et qui d'autre part reprend les terrains initialement alloués pour des centres culturels pour les donner aux proches du pouvoir pour « fer bizness » ?

Ce n'est pas seulement contradictoire, mais elle va aussi à l'encontre de l'unité dans la diversité et la diversité dans l'unité. Nous ne devons pas oublier que Maurice est un pays de peuplement. Cette mainmise sur ces terrains relève malheureusement d'un esprit de mercantilisme.

Q : Il y a malheureusement un sentiment d'exclusion qui règne au sein de la communauté tamoule. Cela n'est-il pas dangereux pour l'unité et l'harmonie nationale ?

Tout comme la démocratie, cette unité nationale n'a pas de prix. Or, le terrain alloué à la communauté tamoule a été repris sans qu'il y ait eu de discussions au préalable. L'excuse qui a été brandie par le gouvernement n'est pas un argument valable à mon avis. L'aide de l'État avait été sollicitée et le projet était fin prêt. Le gouvernement n'avait pas le droit de reprendre ce terrain. Il y a eu un engagement et un accord légal. C'est donc le gouvernement qui a agi dans l'illégalité en le reprenant, non pas pour un projet de développement par l'État, mais avec un objectif purement mercantiliste. Il ne manque d'ailleurs pas de terrain dans

cette région. Pourquoi fallait-il absolument reprendre des terres qui se trouvent précisément au Réduit Triangle ? Gopee n'est, pour moi, qu'un paravent. *Who are the ultimate beneficiaries ?* C'est cela la question clé.

Q : Craignez-vous que ces abus policiers ne deviennent récurrents durant la prochaine campagne électorale ?

Ce gouvernement veut créer une division au sein de la communauté mauricienne. Il mène une politique de *'divide and rule'*, de *'fake news'*, de brutalités et de menaces. Sur une simple allégation d'*'annoyance'*, quelqu'un peut être arrêté aujourd'hui. Il ne croit d'ailleurs pas dans la *'freedom of information'*. Qui plus est, il a de gros moyens financiers. Selon mes informations, il dispose d'un budget Rs 20 milliards pour les prochaines élections générales. D'après certains calculs, Rs 10 000 seront dépensés par tête d'électeur. Il utilisera aussi l'intelligence artificielle pour faire croire que ses adversaires sont à couteaux tirés.

Par contre, il ne piperait mot sur l'ampleur du fléau de la drogue dont le principal responsable reste le gouvernement, sur notre économie qui demande à être redressée, ou sur les taxes que sont la CSG et l'inflation. Alors qu'il prône une politique de bombe communale ambulante, il y a, à l'intérieur de l'alliance gouvernementale une situation explosive. Qui plus est, il y a aussi un axe entre ceux qui sont au pouvoir et ceux qui sont à la tête de l'économie parallèle financée grandement par la drogue. Nous avons droit à un régime extrêmement dangereux qui ne lésinera pas sur les moyens pour atteindre ses objectifs. Raison pour laquelle le peuple doit être vigilant, surtout lorsqu'il sera appelé aux urnes pour exercer son droit civique.

Q : Pourquoi dites-vous que la situation est explosive à l'intérieur du gouvernement ?

L'arrivée du PMSD n'est pas la bienvenue au sein de l'alliance gouvernementale. Je connais la réaction des membres du ML, et je ne parle pas uniquement du *Deputy Speaker* Zahid Nazurally, mais aussi de l'embarras d'Ivan Collendavelloo. Ce dernier n'arrive toujours pas à pardonner au gouvernement pour sa révocation dans le

sillage de la saga Saint-Louis. Il dit à qui veut l'entendre qu'il y a un parti pris de la part du Premier ministre.

Q : Mais certainement pas en public ?

Il n'a pas le choix...

Q : Il a le choix de quitter le gouvernement !

Il veut probablement protéger celle qui est ambassadrice à Berlin. Il y a néanmoins l'affaire Saint-Louis qui pèse comme une épée de Damoclès sur sa tête. En passant, la presse danoise blâme les autorités mauriciennes de n'avoir rien fait dans cette affaire alors qu'il y a un jugement qui a déjà été rendu au Danemark. L'impression c'est que le gouvernement mauricien est partie prenante dans une affaire de corruption [...].

Q : Revenons à cette situation explosive au sein du gouvernement ?

Oui, il y a ensuite ceux au MSM qui ne veulent pas perdre leur rang avec l'arrivée d'un nouveau venu [...] L'arrivée du PMSD remet également en cause la place qu'occupe Alan Ganoo et Steve Obeegadoo au gouvernement. Qu'on le veuille ou pas, ils doivent se sentir délaissés. D'autant plus que le PMSD n'apporte rien au gouvernement. Au contraire, il précipite la chute de ce dernier à une vitesse vertigineuse. Avec tout ce qui se passe, il y a une bombe à retardement au sein du MSM. Ses seuls atouts, ce sont la MBC, le *money politics* et ce que j'appelle les réactions instinctives [...]

Le MSM reste un parti familial, un *Trust*, et non un parti national qui appartient au peuple. Le MSM ne réalise pas qu'il n'est qu'un simple locataire du *Government House*. Après deux termes, c'est la décadence et une descente aux enfers. Le peuple en a marre. L'alliance PTR-MMM-ND – et d'autres amis je l'espère – viendra bientôt avec son programme électoral et sa liste de candidats. Nous n'avons pas droit à l'erreur. Nous répondrons aux aspirations du peuple.

Suivez l'intégralité de l'entretien sur :

https://fb.watch/uhDt_69Sjh/

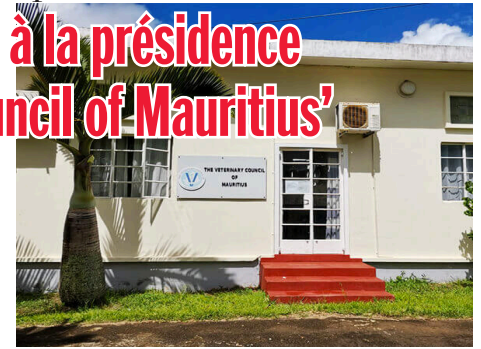
https://www.youtube.com/live/rUD_H3Ty5Vg?si=8brg5rasovtim48

Manque d'éthique et de professionnalisme Un homme de loi à la présidence du 'Veterinary Council of Mauritius'

Situation cocasse au 'Veterinary Council of Mauritius'. Un homme de loi se retrouve depuis peu à la présidence de cette instance. Et ce, alors qu'il s'agit d'un conseil spécialisé, nécessitant une connaissance approfondie et une maîtrise parfaite de la profession de vétérinaire. Une décision que les professionnels du secteur peinent à comprendre. Plus que le non-sens de cette démarche, le manque d'éthique et de professionnalisme est aussi décrié et dénoncé.

Cette situation est survenue après que des amendements aient été apportés à la loi. Selon ceux-ci, il n'est plus requis que le président soit parmi les membres élus du conseil. En d'autres mots, le président, peu importe sa profession, peut être nommé à la tête du *board* à travers une décision politique, même s'il n'est pas vétérinaire. Ce qui contraste singulièrement avec les critères imposés aux membres du *board*. En effet, ces derniers doivent, eux, avoir un minimum de dix ans d'expérience pour pouvoir être candidat à l'élection des membres et éventuellement siéger au 'Veterinary Council of Mauritius'. Une décision ridicule, voire même une insulte à la profession, clament des vétérinaires.

Cette décision n'aurait qu'un seul but : celui d'avoir une mainmise politique sur le conseil, conformément à la politisation et au verrouillage des autres instances et institutions clés du pays. Or, les vétérinaires exigent que



cette décision soit renversée et que la loi à cet effet soit revue. « Il faut absolument que le *chairperson* soit choisi parmi les membres élus », réclament-ils. Ils souhaitent aussi que le chef du département 'Livestock and Veterinary Division' soit automatiquement nommé au conseil. Cette section de la loi a également été amendée, exigeant dorénavant que ce responsable soit élu au lieu d'être nommé de facto pour faire partie du *board* du 'Veterinary Council of Mauritius'. « *Zot fer tou enbalao !* », ironisent des vétérinaires.

Et enfin, ces derniers souhaitent que le nombre de membres présents pour constituer le quorum requis pour la tenue d'une réunion soit revu à la baisse. « *Le nombre requis, qui était de 11 auparavant, est passé à 13. Or, nous avons proposé pour que ce nombre soit en-dessous de 12 pour que les réunions puissent se tenir. Trop souvent, pa kapave fer réunion akoz pena quorum et lera bane décisions important pa kapave prend. Tou reste enplas* », nous expliquent-ils. Ces professionnels appellent au bon sens et demandent au gouvernement aussi bien qu'à l'opposition de prendre l'engagement pour revoir ces amendements.

Ashwin Seekun claque la porte du PMSD

Ashwin Seekun n'est plus membre du PMSD. Ce membre faisant partie de la garde rapprochée de Xavier Duval a démissionné de toutes les instances du parti le jour même où Adrien Duval avait prêté serment comme *Speaker* de l'Assemblée nationale. Car il y voit un rapprochement indéniable de la bassecour bleue avec le MSM, en dépit des protestations de son ancien leader.

Le démissionnaire a également pris ses distances avec l'ancien Whip de l'opposition, Patrice Armance. Il a ainsi démissionné du poste qu'il occupait au sein de la compagnie de ce dernier, après un préavis d'un mois. Ashwin Seekun, rappelons-le, avait été appelé à représenter le PMSD comme observateur aux élections législatives indiennes en mai dernier. Ce qui démontre la place de choix qu'il occupait au sein du parti bleu.

Ashwin Seekun se dit néanmoins incapable à travailler avec le MSM. D'où sa décision de prendre ses distances avec le PMSD. D'autant qu'il se dit convaincu que des négociations ont été conclues entre les deux partis, malgré le déni officiel qualifié de « *superficiel* ». Convaincu qu'il faut un changement de gouvernement, le jeune



homme s'apprête déjà à donner un coup de main à l'Alliance PTR-MMM-ND sur le terrain, plus précisément au no. 8. Il n'est pas étranger à cette circonscription, non seulement parce qu'il y habite, mais aussi parce qu'il y a toujours été actif politiquement, ayant auparavant donné un coup de main à Suren Dayal, ancien élu au no. 8, avant d'être nommé comme conseiller de ce dernier.

Exode de jeunes talents mauriciens

Ils ne voient pas d'avenir à Maurice

La fuite des cerveaux est devenue un phénomène préoccupant à Maurice. De plus en plus de jeunes choisissent de quitter leur île natale pour s'installer à l'étranger, attirés par des opportunités économiques plus prometteuses. Ce phénomène pose un défi majeur pour la croissance économique du pays et soulève des questions cruciales sur la capacité de Maurice à retenir et à valoriser ses talents. Quelques-uns de nos jeunes patriotes qui sont partis sous d'autres cieux se sont confiés à nous...

Akmeez : « Pena ouvertir dan sekter aviasion Moris »

Akmeez, agent d'exploitation au sol, a quitté Maurice pour le Canada, faute d'opportunités dans l'aviation locale. « *Mo travay dans l'aviation, ek mo finn fer mo letid dan sa domenn-la.*



Bann konpagni aviasion Moris pa ofer sa job-la, ek pena ouvertir dan sa sekter-la. Si ti ena, mo pa ti pou kit Moris », affirme-t-il, soulignant le besoin de réorganiser le système éducatif et de recrutement pour encourager le développement professionnel.

Umar Bam Oaris : « Démoralisant de travailler sous quelqu'un qui ne comprend pas votre métier »

Umar Bam Oaris est consultant en affaires et technologie au Canada. Même avec ses nombreuses années

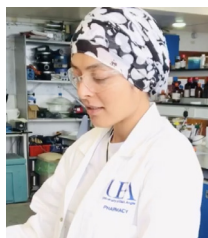


d'expérience, et après avoir travaillé dur pour gravir les échelons, son salaire ne reflétait pas ses efforts quand il était au pays. « *C'est frustrant de réaliser que, malgré tout le travail et les sacrifices, je ne pouvais pas accomplir mes projets de vies, comme acheter une maison ou fonder une famille »,* explique-t-il. « *J'ai eu la chance de pouvoir partir, mais je pense à tous ceux qui reste coincés ici, sans moyen de s'épanouir »,* ajoute-t-il.

Au Canada, Umar a pu obtenir une meilleure rémunération, mais aussi une reconnaissance de son travail et un respect pour son expertise. « *Travailler sous la direction de quelqu'un qui ne comprend même pas votre métier, c'est démoralisant »,* confie Umar.

Camilla : « Les choix de carrière sont limités ici »

Camilla, chercheuse en chimie organique en Angleterre, vivait chaque jour au travail comme un rappel amer que ses efforts n'étaient pas reconnus lorsqu'elle vivait à Maurice. Malgré des performances jugées excellentes, son salaire restait figé, sans aucune perspective d'augmentation ou de promotion. « *C'était décourageant, surtout quand je voyais des collègues moins compétents accéder à des postes que j'aurais pu occuper »,* explique-t-elle, avant d'ajouter que les choix de carrière en chimie à Maurice étant limités, elle a décidé d'explorer des opportunités à l'étranger. « *C'était difficile de tout quitter, mais j'ai compris que mon avenir ne pouvait pas être sécurisé ici. J'ai choisi de partir pour investir en moi-même et trouver un environnement où mes compétences seraient réellement valorisées. »*



Yaadav Damree : « Revoir les salaires et valoriser des métiers essentiels comme la plomberie, l'électricité et l'agriculture »

Yaadav Damree, avocat, conseiller au Laventure Village Council & au Flacq District Council, estime que de nombreux jeunes Mauriciens quittent le pays en quête de meilleurs salaires, insatisfaits de leurs revenus locaux malgré leurs qualifications. Il appelle le gouvernement à valoriser des métiers essentiels comme la plomberie, l'électricité et l'agriculture pour attirer les jeunes. Il insiste également sur l'importance de reconnaître non seulement les diplômés, mais aussi l'expérience pratique dans le processus de recrutement. « *La fason ki sistem ledikasyon ete Moris li pa vréman « career oriented ». Avan ki ou swazir ou kour ouswa deside ki direksion ou anvi batir ou carrière, ou bizin kone si ena enn carrière dan pei la, pou garanti enn travay apre tou sa lane letid-la »,* avance-t-il. Il encourage les 'decision makers' à adapter le système pour préparer les jeunes aux secteurs d'avenir, garantissant ainsi un emploi et réduisant l'exode des talents.



Un appel à l'action

Une enquête d'*Afrobarometer* montre que les jeunes Mauriciens attendent du gouvernement plus d'attention à la création d'emplois, à la gestion de l'économie, et à la lutte contre la corruption. Cependant, leur faible participation aux processus politiques limite leur impact sur les décisions concernant leur avenir.

La fuite des cerveaux révèle un manque de vision à long terme du pouvoir en place. Pour inverser cette tendance, une refonte des politiques économiques et sociales est essentielle. Il est crucial de moderniser les programmes de formation pour mieux répondre aux besoins du marché du travail et d'encourager l'esprit d'entreprise chez les jeunes. De plus, leur inclusion active dans les processus décisionnels doit devenir une priorité pour freiner l'exode des talents et assurer un avenir prometteur pour Maurice.

Facteurs mis en cause :

- Taux de chômage élevé : Parmi les jeunes de 15-24 ans, le taux de chômage atteignait 20,9% en 2023, malgré des niveaux d'éducation plus élevés que leurs aînés.
- Coût de la vie élevé : Combiné à des salaires stagnants, il rend difficile la réalisation d'un avenir financier stable à Maurice.
- Opportunités limitées : Beaucoup de jeunes Mauriciens se retrouvent sans emploi ou avec des opportunités qui ne correspondent pas à leurs qualifications.
- Meilleures conditions à l'étranger : Les jeunes professionnels pensent souvent qu'ils peuvent mieux réussir ailleurs, où les conditions de travail, la rémunération et les perspectives de carrière sont plus attractives.

Destinations préférées

Le Canada, Dubaï, Singapour, et certains pays européens

Appel à la générosité

Nusrath a besoin d'une intervention médicale urgente en Inde

Depuis un accident tragique en 2017, Nusrath Karrimbuccus-Doomun, âgée de 37 ans et résidant à Coromandel, lutte chaque jour pour retrouver une vie normale. Aujourd'hui, elle a besoin de votre aide pour franchir une nouvelle étape cruciale dans son parcours de guérison.

Nusrath souffre de fractures complexes au tibia, au péroné, ainsi qu'au fémur, qui ont considérablement affecté sa mobilité et sa qualité de vie. Depuis l'accident, elle a déjà subi plusieurs interventions chirurgicales à Maurice et en Inde, incluant l'utilisation d'un fixateur circulaire pour traiter le raccourcissement de ses os. Malgré ces traitements, son parcours médical est loin d'être terminé. Une opération cruciale en Inde, estimée à 8 500 USD, soit environ Rs 390 000, est désormais nécessaire pour améliorer significativement son état de santé et lui

permettre de retrouver une vie normale.

Enseignante passionnée, Nusrath se trouve dans l'incapacité d'exercer pleinement son métier en raison de son état de santé, et ce malgré la mise en place d'une classe spéciale adaptée à ses limitations physiques, lui permettant ainsi de continuer à enseigner à temps partiel en attendant son rétablissement complet.

La famille de Nusrath a déjà consenti d'importants sacrifices financiers, se rendant à quatre reprises en Inde pour des traitements. Ces déplacements et interventions ont engendré des frais colossaux, s'élevant à plus de Rs 7 millions (environ 160 000 USD). Aujourd'hui, les ressources familiales sont épuisées, tandis que Nusrath, ne pouvant travailler à plein temps, a toujours besoin de soins et de repos supplémentaires.

Face à cette situation difficile, Nusrath fait appel à votre compassion et à votre générosité. Chaque contribution, aussi modeste soit-elle, peut faire une réelle différence. Votre soutien lui permettra



de recevoir les soins indispensables pour retrouver sa santé, son autonomie, et reprendre pleinement sa passion pour l'enseignement. Nusrath peut être contactée sur le 5 7051283 (Juice également). Les dons bancaires peuvent être faits sur les numéros de compte suivants : 000132341670 (MCB) ou 50300000857860 (SBM).

Un jeune employé électrocuté

Une négligence professionnelle du CEB lui brise la vie

La vie d'Emrith Gaurav, aussi connu sous le nom d'Ashish, un jeune homme de 26 ans habitant Forest-Side et employé au *Central Electricity Board* (CEB) à Curepipe, a basculé tragiquement lors d'un accident de travail. Ce jour-là, l'équipe du CEB avait été envoyée à Robinson, à Curepipe, pour effectuer des réparations sur une ligne électrique de cette localité. Parmi eux, Ashish était là, prêt à faire son travail en suivant les instructions de son superviseur.

Le superviseur avait donné son feu vert à Ashish pour monter et brancher un câble, assurant que le courant avait été coupé sur le site pour permettre à l'équipe de travailler en toute sécurité. Avec confiance, il est monté pour faire son travail, utilisant tout l'équipement de sécurité requis. Mais au moment où il a touché le câble, il a ressenti une décharge électrique puissante. Les membres de l'équipe sur place ont réagi rapidement, le ramenant à terre et l'emmenant d'urgence à l'hôpital Artemis.

Les médecins de l'hôpital ont découvert des blessures graves causées par le courant électrique de 2 021 volts qui a traversé le corps d'Ashish. Ses

muscles et ses os, en particulier au niveau des coudes et des mains, ont été gravement endommagés. Le jeune homme, qui rêvait d'un avenir brillant, est maintenant confronté à une longue lutte pour retrouver sa santé.

Un soutien insuffisant

Ashish, employé dévoué, ne se doutait pas qu'une simple négligence allait bouleverser sa vie. Aujourd'hui, le CEB affirme qu'il prendra en charge tous les frais médicaux et promet de couvrir les dépenses. Cependant, les proches du jeune convalescent, y compris son cousin, restent sceptiques et doutent de la fiabilité de ces promesses. « *Nous ne pouvons pas faire confiance uniquement aux paroles, surtout après ce qui s'est passé. La négligence qui a conduit à cet accident doit être examinée. Comment cela a-t-il pu se produire ? Et que compte faire le CEB pour éviter de tels incidents à l'avenir ?* », interroge-t-il

Ashish avait des projets pour l'avenir : il prévoyait de se fiancer et avait contracté un prêt pour réaliser ses rêves. Mais cet accident tragique a tout changé. Aujourd'hui, avec les mains gravement endommagées, il se retrouve confronté



à un avenir incertain, et ses rêves sont mis en suspens. Sa famille, profondément bouleversée par cet événement, appelle à une enquête approfondie pour comprendre comment une telle négligence a pu se produire et pour s'assurer que justice soit rendue.

Inauguration of the new Flacq hospital: A grave historical blunder!

Let me say something bluntly about a general violation of protocol and lack of fairness amounting to a grave historical blunder by this government on the inauguration of the new Flacq hospital last week. My question is, who provides the money to build this new hospital in Flacq? The answer is Saudi Arabia!

During that inauguration of this hospital by the PM, why is it that there was not even a Saudi Arabia national flag displayed at the spot where that inauguration took place? And why the name of the hospital is not named after a great Muslim Mauritian "tribun" instead of naming a certain Sir Anerood Jugnauth whose involvement in this matter was nil and void? Why is it that some of the guests who were invited at the opening ceremony had to carry India flags?

This function had nothing to do with India, but only with Saudi Arabia. Am I right? Why is it that the Mauritian government did not invite any Saudi Arabia officials as special guests in this open ceremony? If I recalled, whenever India or China gave donations or financed Mauritian projects, the Mauritian government always made

sure to invite officials of these said countries as special guests of honour in its inauguration ceremonies. Flags of these donated countries were often seen all along the roads. Why is it different in the case of Saudi Arabia? We all know that Saudi Arabia has contributed nearly a billion rupees to erect this new Flacq hospital.

I leave it to the general public at large to make their judgments on that matter. I say no more on that topic lest certain "tête brûlé" might have different opinion on me.

I honestly think that this country need desperately a general spring cleaning with a brand new political change where social justice, meritocracy, equality and harmony prevail. We have got to get rid of all the dirt that have been contaminating our country for the past decade. Let's hope that any new government that comes, will change the name of that new hospital with a great Muslim Mauritian "tribun".

The people of this country are waiting eagerly for this forthcoming general election as majority



of them will vote this actual government not with their hands but with their feet this time, meaning they will kick out this government in the political dustbin. The country never had it so bad this past decade under the administration of this autocratic government. Besides, the writings are on the walls everywhere for this government and they know it.

It will be high time any new government take over and make Mauritius a country nice place to live with prosperity and harmony without any obstacle.

■ By Ahmad Macky

À l'initiative de l'Alif Society

Réception en l'honneur des ophtalmologues pakistanais dirigés par le Dr. Wajid Khan

L'Alif Society a organisé, mardi dernier, une réception en l'honneur de l'équipe médicale dirigée par le Dr. Wajid Khan à Maurice. Comme on le sait, cette équipe composée d'ophtalmologues d'origine pakistanaise vient annuellement chez nous, depuis de longues années, pour effectuer bénévolement des opérations des yeux. L'événement a été marqué par la présence de nombreuses personnalités, dont le nouveau Haut-Commissaire du Pakistan à Maurice, Syed Zahid Raza, et de son épouse Uruj Raza, ainsi que la fille du nouvel ambassadeur iranien, Ziba Khushamdi.

En mission depuis la semaine dernière chez nous, les Drs. Wajid Khan, Nadeem Qureshi, Shahzad Istikar et Asif Kiani ont ainsi été remerciés chaleureusement par le président de la société, Dawood Auleear, pour leur dévouement et contribution inestimable envers des Mauriciens indistinctement. « *Our visitors are the children of this great and generous Pakistan are doing here what naturally comes to them – service to humanity* », a-t-il affirmé, avant de révéler une autre nouvelle encore plus réjouissante.

En effet, suite à une requête de l'Alif Society, la *Chisty Shifa Trust*, à travers le Dr. Wajid Khan, a accepté, de traiter gratuitement



des patients mauriciens qui s'y rendront dans le cadre d'un accord. « *J'ose dire que cette offre est une première dans notre histoire médicale à Maurice* », s'est félicité Dawood Auleear en toute humilité, avant

de renouveler ses remerciements et sa gratitude envers la délégation médicale ainsi qu'envers les autorités et la nation pakistanaise.

Dawood Auleear a aussi rappelé, dans la même foulée, l'engagement principal de l'Alif Society à promouvoir l'éducation. La société a jusqu'ici aidé plus de 400 jeunes issus de milieux modestes à compléter des études tertiaires. 38 parmi eux sont aujourd'hui

médecins, a annoncé fièrement le président de l'Alif Society, en réitérant son souhait et sa détermination à continuer à œuvrer pour le bien-être social de ses compatriotes.

NOTICE UNDER SECTION 311 OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given:

That 'Ecolabel Ltd', a domestic company bearing BRN: C13114394 and having its registered office at Montagne Jacquot, Pointe Aux Sables is on the 27th August 2024, applying to the Registrar of Companies to be removed from the Registrar of Companies under Section 309 (1) (d) of the companies.

Notice is hereby also given that the company has never operated and has no surplus assets and has distributed its surplus assets in accordance with the Companies Act 2001.

Any objection to the removal of the Company under section 312 of the Companies Act 2001 is to be made in writing to the Registrar of Companies by not later than 28 days from the date of the notice.

Mr Georgy Thomas, Director
Dated this 27th August 2024

Democracy Watch Mauritius

Snober un Eliézer François ressemble au renvoi de Mandela à Robben Island

Texte : Quand l'ordre et la paix laissent à désirer (Le Mauricien du 14.8.2024)

Commentaire de Democracy Watch

Relisons cette lettre d'Eliézer François, député de 1967 à 1982, ministre des Terres de 1976 à 1982, observateur averti de notre actualité politique, osant dire tout haut ce qu'il pense. Il est de ceux ayant toujours quelque chose de sensé à nous dire, du moins quand nos derniers journaux lui ouvrent leurs hospitalières colonnes. Il se réfère à une déclaration de Pravind Jugnauth, rapportée par *Le Mauricien* du 4.6.2024 : « *L'instauration du law and order relève autant de la population que de la police et du gouvernement* ». Mais depuis, on recrute beaucoup de policiers. Elections imminentes obligent. Eliézer François prévient qu'il ne nourrit aucune haine contre notre police. Plusieurs de ses proches en font d'ailleurs partie. Mais il se croit obligé de se plaindre publiquement du mauvais accueil qu'il reçoit à la station de police d'Abercrombie. Le 4.7.2024, il s'y fait le devoir de signaler un dangereux cas d'obstruction routière. On lui promet de faire le nécessaire. Mais le mal persiste. Empire même. Il relance ses avertissements, comme l'exige son devoir de citoyen. C'est pour se rendre compte que, non seulement les policiers concernés font la sourde oreille, mais qu'il devient aussi leur emmerdeur N°1. Survient la manifestation de *Zenfan Ross-Bois* (pour que ceux-ci puissent obtenir un emploi au sein de la *Cargo Handling Corporation*). S'ensuit l'arrestation du président, Johnny Latour. Quand Eliézer François se rend à la police d'Abercrombie pour prendre des nouvelles de ce détenu provisoire, un policier se permet de le menacer de l'enfermer pareillement. Pire encore, la police lui attribue des menaces de trouble de l'ordre public qu'il n'a jamais prononcées. Cela lui vaut pourtant une interpellation et la privation de son passeport.

Depuis la parution de cet article, quinze jours ont passé sans susciter la moindre réfutation. Nous pouvons donc conclure que « qui ne dit mot consent ». Nous savons que maints policiers sont quotidiennement confrontés à des exagérations d'individus, plus ou moins déséquilibrés, qui prennent un malin plaisir à entraver le travail des défenseurs de l'ordre et de la paix. Mais l'on ne saurait ranger un sage de la stature d'Eliézer François en pareil registre. Sa vaste et longue expérience, tant parlementaire que ministérielle, plaide en sa faveur. La population s'attend à ce que tout policier digne de ce nom, tienne compte de doléances aussi responsables. Soutenons même que tout chef d'une réelle force policière, a fortiori un ministre de l'Intérieur qui se respecte, aurait jugé bon de prendre

contact, personnellement ou par collaborateur interposé, avec un tel sage pour en savoir plus sur cette polémique et recueillir son précieux avis sur la question. Cela démontrerait seulement que le pouvoir est à l'écoute de ce que pense la population. L'A.B.C. de toute démocratie bien comprise. Quand on maltraite un Eliézer François, qu'en serait-il d'un *Ti-Dimounn*, ne disposant pas d'un bon acte de naissance ? La mésaventure qu'a vécue ce politicien continuant malgré son âge avancé à défendre les droits des habitants de Maurice, n'est pas sans rappeler ce temps honni de l'oligarchie et du colonialisme le plus abject car anglais, quand seuls avaient voix au chapitre ceux ayant leurs grandes et petites entrées au pouvoir, tellement exclusif d'alors. Hier, il fallait montrer patte blanche pour accéder au château du Réduit ou à l'Hôtel du Gouvernement. Depuis l'orange sied mieux que le blanc d'avant-guerre. Mais l'oligarchie reste l'oligarchie. Il y a toujours ceux devant lesquels les chefs de département s'aplatissent et les autres qu'on menace de cachot. Nous ne pouvons obliger aucun ministre, aucun haut fonctionnaire, d'avoir des égards pour la sagesse citoyenne d'un Eliézer François. Mais quand on snober un Mauricien aussi émérite, c'est Nelson Mandela qu'on renvoie à Robben Island. Puissent les générations futures nous pardonner cette lâcheté tellement vile.

Nous acceptons que seulement 4% de 504 000 tonnes de déchets soient recyclés

Texte: Environnement. Gestion des déchets. Kavy Ramano : « *Mare-Chicose est un mal nécessaire... Ce n'est pas normal que Maurice recycle seulement 4% des 504 000 tonnes annuelles de déchets entassés désormais verticalement* » (*Le Mauricien* du 14.8.2024)

Commentaire de Democracy Watch : Intéressante et prometteuse constatation du ministre chargé de la sauvegarde de la nature. Malheureusement, elle vient tardivement car les prochaines législatives sont imminentes. Nous ne pouvons même pas dire « mieux vaut tard que jamais » car réel est le risque que le successeur de KR prenne autant de temps que lui pour parvenir au même constat en... 2029. N'importe quel écolier, pour peu qu'on sollicite son avis, vous répondra que si 4% est insuffisant, il suffit d'augmenter rapidement ce pourcentage, en cherchant prioritairement ce qui, dans la loi de l'offre et de la demande, bloque cet exercice de recyclage de nos déchets, pourtant prioritaire. Il ne faut pas non plus être grand clerc pour deviner que si les entrepreneurs et opérateurs ne se bousculent pas au portillon, c'est parce que la rentabilité de tout exercice de recyclage de déchets demeure tristement incertaine, alors que les tabous à surmonter sont plus élevés que l'Everest. Mais comme cette opération est éminemment d'utilité publique, l'État, autrement dit les députés que nous avons plébiscités le 7.11.2019, se devait prioritairement de prévoir les subsides publics requis mais durablement garantis, pour décider des entrepreneurs à oser se

lancer dans une véritable œuvre de salut public, mais désespérément aventureuse. Ce n'est même pas un problème financier car les ministres savent déjà siphonner l'argent des contribuables, même à des fins partisans. Et quand le privé fait le mort, le secteur public doit prendre l'initiative. L'extension verticale de ce dépotier indique suffisamment que nous avons atteint un stade de non-retour et que, sans solution innovante, nous décuplons les risques d'une pollution du sous-sol concerné, pouvant devenir irrémédiable, y compris pour le lagon du Grand-Port. Qui veut la fin veut les moyens. Tout gouvernement, voulant sincèrement améliorer cette piètre performance de seulement 4% de 504 000 tonnes annuelles de déchets, se doit donc d'aider les volontaires à cette urgente œuvre de salut public à surmonter leurs appréhensions financières.

Il y a aussi un problème à résoudre urgemment de l'autre côté de la chaîne. Il s'agit de l'habitude citoyenne du tri des déchets domestiques. Qui veut, en août 2024, trier ses déchets domestiques, en vue de faciliter leur recyclage, ignore trop souvent où il doit déposer ses déchets en plastique, en verre, en papier ou en métal. Des supermarchés, offrant jadis de vastes poubelles pour ces différents déchets, les ont éliminées, car dans certains cas les déchets déjà triés étaient ramassés ensemble dans le même camion ! Pourquoi des bâtiments publics, disposant d'aires de stationnement suffisamment vastes, ne donneraient-ils pas le bon exemple, en mettant à la disposition du public ces grandes poubelles pour déchets dûment triés par les citoyens les plus consciencieux ? L'école peut aussi être d'un grand secours. Elle peut initier ses élèves aux avantages du tri des déchets. Elle peut les inciter à déposer des déchets domestiques dans l'enceinte scolaire elle-même. Elle peut les encourager en leur offrant un gadget pouvant les inviter à faire ce pas décisif. Laissons à ces enfants le soin de désigner l'objet convoité pouvant les aider à devenir de futurs citoyens responsables. Des prix trimestriels suffisamment substantiels à remettre à l'école la plus performante pourraient aider les directions scolaires concernées à sortir le grand jeu pour ne pas être surpassées par la concurrence. Et si cela marche dans le primaire, pourquoi ne pas l'étendre au préscolaire, au secondaire et même à la formation universitaire et technique ? Et repenser le ramassage d'ordures par les collectivités locales. Et leur recyclage. L'imagination au pouvoir peut résoudre bien des problèmes qu'on pensait désespérément insolubles. Il s'agit après tout de la bonne vieille politique de la carotte, précédant judicieusement celle du rotin bazar.

■ Par DWM Team

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Umrah : Prospect and Perspective...

We see daily large masses of people flocking for Umrah, the small pilgrimage that brings together thousands of people in the Holy City of Mecca, all year round.

However, when you think of Umrah what flicks to your mind are a few images, the Kaaba, Ihram robes, cutting the nails and hair, the prohibition of using perfume, Zamzam and, of course, Tawaf and Safa Marwa.

However, I am extremely worried that Umrah might lose its true spiritual meaning. It appears that these mechanical rituals are devoid of the true essence of Umrah. We need to review its prospect and perspective.

How many of us understand the nature of the Sharīah and its lofty aims and objectives of those rituals. They have impregnable objectives like tawhīd, the glorification of Allah, submission to Him, demonstrating love, fear, and awe of Him. These objectives are what empowered Muslims to be the most successful nation in this life and the Hereafter.

We come here with a clear focus: to centre God in our life. We make a pledge to live a more conscientious life and care for our fellow human beings as we care for ourselves. Umrah is not only about an individual and but a collective renewal of the faith.

Pilgrimage to the Holy land is a spiritual journey of each and every pilgrim that merges into the journey of the masses. It is the coming together of every nation that makes Umrah so special. It is personal yet collective.

If we look at world history since the advent of the final prophet, Muhammad (saw), we can clearly see that Islam built the greatest civilisation known to humanity, by every

objective metric, through personal and collective engagement.

Our Islamic civilisation started with the Prophet, followed by the era of the four rightly guided caliphs, the Ummayyid period, Abbasid period, and then the Ottoman period. This constitutes around 85 per cent of Islamic history since the time of the Prophet.

It covered vast swathes of the globe, including the Arabian peninsula, most of al-Sham, Turkey, and Central Asia, South Asia, most of East and North Africa, and many parts of what is today Europe.

Today, the myriad of skyscrapers



and construction sites around the holy site have ruined the spiritual aspect of the sanctuary. The ongoing project to extend Masjid al Haram has pushed back all hotels in the vicinity of the mosque, with the exception of Abraj al Bait, visible to the eye from a distance of a good 30 kilometers. It stands overbearingly as pilgrims traverse several kilometers and back for each prayer, five times a day. Mecca, the cradle of Islam, still retains its character as a hub of business and trading activity.

But it is in the same streets now prowling with high rise luxury hotels where the revolutionary message of Islam once dismantled all economic and political hierarchies.

Now, as you step out of Masjid al Haram, you arrive at the side entrance of Abraj al Bait, lined with shopping malls.

The Masjid Al-Haram is an iconic image for millions of Muslims who dream of making the once-in-a-lifetime



By Bashir Nuckchady

pilgrimage to Mecca, but its silhouette has been drastically altered by the luxury hotel and Clock Tower that now overshadows the religious complex. Every activity has been monetized.

The Abraj Al-Bait Towers loom over the Masjid Al-Haram in an ostentatious show of luxury that stands in stark contrast to the piety and history symbolized by the Kaaba, the cube-shaped structure believed by Muslims to have been originally built by the prophet

Abraham A.S and his son Ishmael A.S. However, the religious monument is completely dwarfed by the Al-Bait Towers, with the clock tower holding the title of the world's second tallest building after Dubai's Burj Khalifa.

There are several major skyscrapers going up immediately beside the Kaaba. Debates are raging as to if these are appropriate, particularly given many historic sites have been destroyed over the years to make room for such structures. In the past, International outcry broke out after the Saudi government demolished the historic monuments and buildings.

Nonetheless, for the Muslims, Umrah is a way to show their obedience to the Almighty and to seek His forgiveness and it helps to cleanse the soul of sin. Moreover, it brings about spiritual peace and tranquillity, and strengthens one's faith in Allah...

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Tirage au sort de la Champions League 2024-25



Voici les résultats du tirage au sort de la Champions League 2024-25 dans son nouveau format, qui commence avec la phase de ligue

Bajcetic s'éloigne également du Barça: il ira à Salzbourg comme prévu

Fabrizio Romano a confirmé que le joueur espagnol de Liverpool sera finalement prêté au club autrichien, le FC Barcelone n'ayant pas pu conclure l'opération en raison de ses problèmes de fair-play financier.

Stefan Bajcetic, qui avait été présenté comme un possible renfort d'urgence pour Barcelone pour compenser la longue blessure de Marc Bernal, ne jouera finalement pas à Barcelone lors de la saison 2024-25. Le journaliste Fabrizio Romano a lancé son classique 'Here we go' à l'accord qui verra le jeune international espagnol rejoindre Salzbourg. Le jeune milieu de terrain né à Vigo, que Jürgen Klopp a fait débiter lors de la saison 2022-23 et qui a eu du mal à trouver une certaine continuité la saison dernière en raison des blessures, quittera l'équipe des 'Reds' sous forme de prêt, pour ainsi poursuivre sa formation dans une équipe importante du deuxième échelon du football européen.

Selon la source indiquée, le FC Barcelone a tenté d'obtenir le prêt du joueur mercredi soir, mais l'opération a échoué en raison des problèmes du club avec le Fair-Play Financier.



Malgré le fait que l'opération de Bajcetic aurait été un simple prêt, la limite financière de LaLiga a fait capoter cette incorporation des 'Azulgranas', qui devront continuer à chercher une solution pour leur milieu de terrain en raison des problèmes physiques que Frenkie de Jong continue d'avoir.

D'après Fabrizio Romano, Bajcetic se rendra à Salzbourg ce jeudi pour y passer la visite médicale avant que les deux clubs n'annoncent (l'accord est déjà conclu) vendredi, après la signature du contrat. Après un bref apprentissage avec les moins de 19 ans du Celta de Vigo, Bajcetic avait signé à Liverpool, avec qui il a joué dans toutes les équipes de jeunes jusqu'en 2022-23, ce qui l'a propulsé au rang de star à l'âge de 18 ans. Le

milieu de terrain, fils d'un ancien joueur serbe des années 90, a joué 19 matches avec les 'Reds', a été titularisé 11 fois et a marqué un but.

Blessé pendant plusieurs mois lors de la dernière saison de Klopp à Anfield, celui n'a pu l'utiliser que 3 fois lors d'une saison 2023-24 où sa progression s'est

définitivement arrêtée. D'où le besoin de ce prêt, d'autant plus qu'il a été évident en pré-saison que Bajcetic est désormais rétabli de ses blessures. Le natif de Vigo a fait quatre apparitions avec le Liverpool de Slot lors de la pré-saison, mais toutes en tant que remplaçant. Il était donc manifeste que le nouvel entraîneur n'allait pas le prendre en compte, du moins à court terme, raison pour laquelle Bajcetic a donné sa priorité à un prêt dans un autre club.

Accord Manchester United - Juventus: Jadon Sancho sera 'Bianconero'

Jadon Sancho devrait rejoindre la Juventus dans les prochaines heures. Le départ de Federico Chiesa à Liverpool a accéléré l'arrivée du joueur de Manchester United à la Juventus de Turin.

Jadon Sancho veut retrouver le sourire sur le terrain. Après un prêt réussi au Borussia Dortmund, l'ailier anglais s'apprête à repartir, définitivement cette fois, pour rejoindre la Juventus de Turin dans le cadre d'un prêt suivi d'une option d'achat obligatoire. Le départ de Federico Chiesa à Liverpool a libéré une place dans l'effectif des 'Bianconeri' et le club italien de Turin n'a pas tardé à faire une première offre qui a déjà été acceptée, pour le joueur britannique.

Le journaliste de 'RMC Sport', Fabrice Hawkins, affirme que



Manchester United et la Juve ont trouvé un accord pour un prêt avec obligation d'achat obligatoire de Jadon Sancho pour la saison en cours. Jadon Sancho n'a pas sa place dans les plans d'Erik ten

Hag, qui lui a montré la porte de sortie la saison dernière et a fait de même cet été. Après avoir joué pour le Borussia de Dortmund, c'est au tour de la Juventus de Turin.

La nouvelle officielle et exclusive est confirmée. Federico Chiesa rejoint Liverpool en provenance de la Juventus



« Je suis très heureux de jouer à Liverpool. Quand Richard Hughes m'a appelé et m'a demandé si je voulais rejoindre le club, j'ai tout de suite dit oui parce que je connais son histoire, j'ai hâte ».

Manuel Ugarte a passé sa visite médicale à Manchester United !



Le temps de signer le contrat valable jusqu'en juin 2029 car l'homologation arrive... après avoir vendu McTominay à Naples.

Le PSG recevra 50 millions d'euros plus 10 millions d'euros et la clause de rachat.

Choc des Titans

Manchester United affronte Liverpool dans un derby épique de Premier League

Le coup d'envoi de ce match, qui se déroulera à Old Trafford (Manchester) sera donné le dimanche 1er septembre 2024 à 19h. Avant la rencontre, Manchester United est classé à la 11ème place du Championnat d'Angleterre et Liverpool à la 4ème. Les deux équipes se sont déjà rencontrées 196 fois depuis 1906, le dernier match entre les deux formations s'est soldé par match nul le dimanche 7 avril 2024 (Championnat d'Angleterre - 32e journée : 2-2).

Après sa défaite 2-1 face à Brighton en Premier League, lors de son match précédent, le Manchester United va essayer de réaliser une bien meilleure prestation. Lors du match précédent, le Manchester United avait enregistré un taux de possession de balle de 52% et 11 tirs au but dont 4 cadrés. Amad Diallo (60') a été le seul à inscrire un but pour le Manchester United. Dans le camp adverse, Brighton, a eu 14 tirs au but dont 5 cadrés. Danny Welbeck (32') et João Pedro (95') a marqué pour Brighton.

Le Manchester United est en excellente forme et enchaîne les buts, ayant mis la balle au fond des filets au cours de chacun de ses 6 derniers matches. L'équipe a totalisé 10 buts durant cet intervalle et en a laissé filer 6. En dépit des résultats précédents, il faudra encore attendre pour voir si cette règle va véritablement se poursuivre à l'occasion de cette prochaine confrontation.

En analysant les résultats précédents, on se rend compte que le Manchester United:

n'a pas essuyé de défaite en championnat contre Liverpool au cours de leurs 2 derniers matches.

n'a pas réussi à battre Liverpool lors de leurs 3 confrontations précédentes de championnat.

n'a pas enregistré la moindre défaite



lors de ses 2 matchs précédents de championnat dans son stade.

Liverpool se prépare à jouer ce duel suite à son succès contre Brentford sur le score de 2-0 en Premier League au cours de son dernier match. Lors de la rencontre précédente, Liverpool avait enregistré un taux de possession de balle de 63% et 19 tentatives de tir au but dont 8 cadrés. Du côté de Liverpool, les joueurs ayant réussi à envoyer le ballon au fond des filets sont Luis Díaz (13') et Mohamed Salah (70'). En face, Brentford, a obtenu 8 tirs au but dont 2 cadrés.

Au cours de ses six dernières rencontres, Liverpool a réussi à mettre 15 buts en tout. Liverpool a également réussi à marquer lors de chacun de ces duels. En ce laps de temps, la défense a en outre laissé les adversaires marquer 7 buts.

Les statistiques d'avant-match montrent que Liverpool:

n'a pas eu le dessus sur le Manchester United lors des 2 derniers affrontements de championnat en extérieur.

n'a pas connu de défaite au cours de ses 3 matchs précédents de championnat en déplacement.

Si on regarde leurs précédentes rencontres, en remontant jusqu'au 19/04/2022, on remarque que les résultats sont identiques. le Manchester United a gagné 2 fois, Liverpool a connu 2 succès et les deux

clubs ont partagé l'enjeu 2 fois au terme de la partie. Il y a eu également beaucoup de buts inscrits lors de ces matches avec 25 sur l'ensemble des confrontations, ce qui représente une moyenne de 4.17 buts par match.

En championnat, la dernière rencontre qui opposait ces deux clubs a eu lieu lors de la 32ème journée de Premier League le 07/04/2024. Une rencontre qui s'est achevée sur le score de Manchester

United 2-2 Liverpool. À cette occasion, le Manchester United affichait un taux de possession de balle de 38% et 9 tirs au but avec 5 cadrés. Les buts ont été inscrits par Bruno Fernandes (50') et Kobbie Mainoo (67'). Du côté de l'équipe adverse, Liverpool avait eu 28 tirs au but avec 7 cadrés. Luis Díaz (23') et Mohamed Salah (84') ont inscrit des buts.

Le manager du Manchester United, Erik ten Hag, devra se passer de Tyrell Malacia, Mason Mount, Daniel Gore, Rasmus Højlund et Leny Yoro. Lors de cette confrontation, il y a fort à parier que le Manchester United mette en place un système de jeu en 4-2-3-1 et choisisse d'aligner Andre Onana, Noussair Mazraoui, Harry Maguire, Lisandro Martínez, Diogo Dalot, Kobbie Mainoo, Casemiro, Amad Diallo, Bruno Fernandes, Marcus Rashford et Joshua Zirkzee.

Il est fort probable que Liverpool choisisse d'utiliser une formation en 4-2-3-1 et commence la partie avec Alisson, T. Alexander-Arnold, Ibrahima Konaté, Virgil Van Dijk, Andrew Robertson, Ryan Gravenberch, Alexis Mac Allister, Mohamed Salah, Dominik Szoboszlai, Luis Díaz et Diogo Jota.